DIRECCTE ÎLE-DE-FRANCE

Dossier mensuel de conjoncture

Évolutions récentes du marché du travail et de l'emploi en Île-de-France

10 mars 2017

Service études, statistiques, évaluations de la Direccte Ile-de-France

Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PRÉFET DE LA RÉGION D'ILE-DE-FRANCE

Présentation

- Ce diaporama vous est adressé en début de mois.

- Il présente, sous forme de graphiques et de commentaires synthétiques, les évolutions les plus récentes de l'emploi, du marché du travail et des mesures d'accompagnement des mutations économiques.

- Ce document a vocation à compléter, sur un champ plus large, notre publication mensuelle commune avec Pôle emploi sur le marché du travail en Île-de-France, diffusée quelques jours auparavant.

- Vous continuerez à recevoir, par ailleurs, notre publication trimestrielle « Synthèse conjoncture Île-de-France » qui propose des analyses plus détaillées sur le fonctionnement du marché du travail francilien.

- N'hésitez pas à nous adresser par courriel vos remarques sur ce diaporama :

idf.statistiques@direccte.gouv.fr

- **Prochaine édition** de la synthèse mensuelle sur le marché du travail et l'emploi en Île-de-France : 7 avril 2017.

Sommaire

Synthèse régionale

Page 4 : synthèse régionale

Marché du travail

Page 5 : demandeurs emploi inscrits à Pôle emploi en fin de mois
Page 6 : demandeurs emploi inscrits à Pôle emploi, par département
Page 7 : demandeurs emploi inscrits à Pôle emploi, par sexe
Page 8 : demandeurs emploi inscrits à Pôle emploi, par âge
Page 9 : demandeurs emploi inscrits à Pôle emploi, par catégorie professionnelle et domaine professionnel
Page 10 : demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an et bénéficiaires du RSA
Page 11 : flux d'entrées et de sorties de Pôle emploi
Page 12 : taux de chômage (Insee)

Emploi

Page 13 : offres d'emploi confiées à Pôle emploi
Page 14 : déclarations préalables à l'embauche
Page 15 : évolution récente de l'intérim
Page 16 : évolution récente de l'emploi salarié

Accompagnement des mutations économiques

Page 18 : activité partielle
Page 19 : procédures de licenciement collectif

Tableaux plus anciens
Tableaux mis à jour ce mois

Marché du travail

Le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A a diminué de 4 700 en janvier 2017, soit une baisse de -0,7% par rapport à décembre 2016. Une partie de ces demandeurs d'emploi s'est trouvé en activité réduite (le nombre d'inscrits en catégories B et C augmente de 4 000). Le phénomène de passage en catégorie D (en formation) est moins important ce mois-ci : seulement +400 inscrits en catégorie D, soit +0,7% alors qu'au niveau national, on enregistre un recul important (-1,4 %).

Sur les trois derniers mois, en catégories A, B, C, la stabilité de la demande d'emploi francilienne se confirme (+0,1%), qui est assez similaire à celle du niveau national (+0,5 %). Sur un an, la hausse de la demande d'emploi apparaît également stabilisée (-0,2 % en Île-de-France, +0,5% en France).

Pour les plus âgés, la demande d'emploi continue d'augmenter de près de 2% sur 3 mois, tout comme au niveau national, alors que pour les jeunes, la demande d'emploi a diminué de plus de 7 % depuis août 2016.

Sur les trois derniers mois, en catégories A, B, C, la demande d'emploi est stable pour les hommes et a augmenté de + 0,4 % pour les femmes. Ainsi l'écart, qui s'est assez fortement creusé au cours du 2ème semestre 2016, atteint 1,3 point sur un an en janvier 2017.

L'analyse par métiers fait ressortir des difficultés des métiers de la santé, action sociale et des services au particuliers, à l'opposé des métiers de la banque et du BTP.

Au troisième trimestre 2016, le taux de chômage francilien s'est établi à 8,6 % de la population active, en hausse de 0,1 point par rapport au trimestre précédent. Il est toujours inférieur de 1,1 point à celui de la France métropolitaine, mais reste supérieur à sa valeur d'avant la crise de 2008.

Emploi

Au troisième trimestre 2016, le nombre de déclarations préalables à l'embauche (DPAE) a augmenté par rapport à la même période de 2015, que l'on considère tous les contrats ou seulement les contrats de plus de six mois et CDI.

L'emploi salarié régional dans les secteurs principalement marchands a confirmé sa hausse au troisième trimestre en Île-de-France (+0,5% par rapport au deuxième trimestre), toujours soutenu par les services marchands. L'intérim est en hausse sur 3 mois, notamment dans l'industrie et la construction.

Mutations économiques

Plus de 550 000 heures d'activité partielle ont été autorisées pour motif économique en janvier 2017, soit un nombre inférieur à la moyenne des 12 derniers mois. La construction reste le principal utilisateur de ce dispositif et représente plus des deux tiers du total régional tous secteurs confondus.

34 plans de sauvegarde de l'emploi ont été initiés en janvier, menaçant un peu moins de 1 200 postes, ce qui est sensiblement inférieur à la moyenne des 12 derniers mois. C'est le troisième mois consécutif durant lequel le nombre de postes menacés par des PSE reste relativement limité.

Les demandeurs d'emploi à la fin du mois de janvier 2017

Janvier 2017	Ile-de-France	France	Variation sur un mois (%)		Variation sur trois mois (%)		Variation sur un an (%)	
			Ile-de-France	France	Ile-de-France	France	Ile-de-France	France
Catégorie A (actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi)	**660 670**	3 467 900	**-0,7**	0,0	**-0,8**	-0,3	**-2,4**	-2,5
Catégories A, B, C (actes positifs de recherche d'emploi)	**962 980**	5 486 400	**-0,1**	0,4	**0,1**	0,5	**-0,2**	0,5

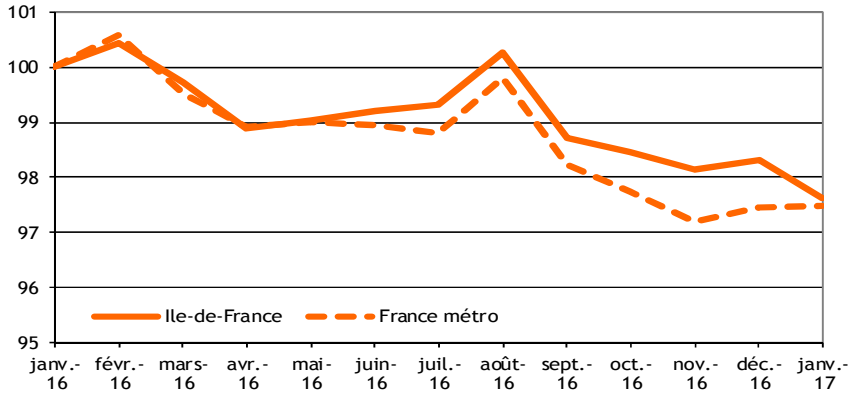
Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Par rapport à décembre, l'Île-de-France observe une nette baisse de la demande d'emploi de catégorie A : - 0,7 % (soit – 4 700 demandeurs) contre + 0,0 % pour la France métropolitaine. Sur trois mois, la différence est moins marquée (- 0,8 % contre - 0,3 %).

Toutefois, cette baisse observée en catégorie A s'explique en grande partie par des transferts vers les autres catégories de demandeurs d'emploi, phénomène qui reste plus important dans la région qu'au niveau national. Ainsi, le nombre de demandeurs en catégories B et C (qui ont exercé une activité réduite) augmente de +1,4 % par rapport au mois précèdent (+1,1 % en France métropolitaine), et les demandeurs en catégorie D (en formation) progressent de +0,7 % contre -1,4 % au niveau national. Toutefois, ces évolutions dans les catégories B, C et D sont moins importantes que celles observées au cours du 3ème trimestre 2016.

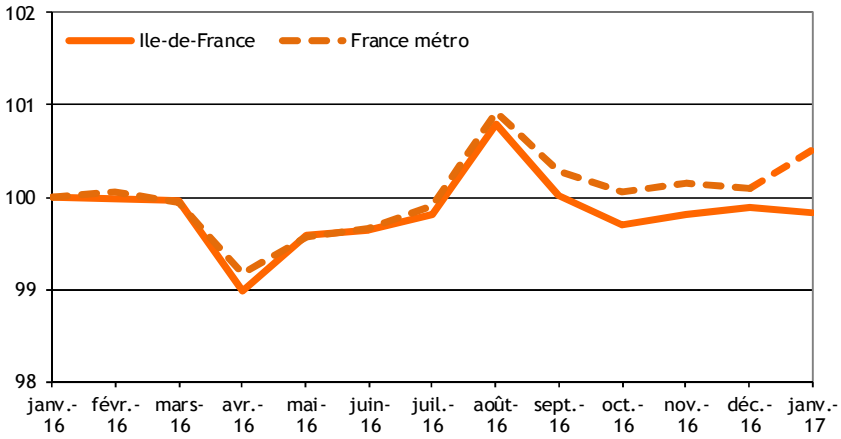
Finalement, en catégories A, B et C, le mouvement de repli est moins net : -0,1 % en un mois et +0,1 % sur trois mois, alors que sur un an, on enregistre une légère baisse de -0,2 % (+0,5 % en France métropolitaine).

Evolution Île-de-France/France du nombre de demandeurs inscrits en catégorie A (données CVS-CJO - Indice 100 en janvier 2016)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Evolution Île-de-France/France du nombre de demandeurs inscrits en catégorie ABC (données CVS-CJO - Indice 100 en janvier 2016)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Les demandeurs d'emploi (inscrits à pôle emploi, par département)

à la fin du mois de janvier 2017

Données CVS-CJO Janvier 2017	cat. A	évolution mensuelle	évolution trimestrielle	cat. ABC	évolution mensuelle	évolution trimestrielle
Paris	130 860	-1,0	-1,3	199 790	-0,2	-0,2
Seine-et-Marne	65 820	0,1	0,4	98 320	0,4	0,9
Yvelines	63 550	-1,5	-1,1	93 170	-0,6	0,2
Essonne	58 540	-0,3	-0,2	87 490	0,4	1,0
Hauts-de-Seine	78 170	-1,3	-1,5	112 260	-0,3	-0,3
Seine-Saint-Denis	117 960	-0,5	-1,2	164 390	-0,1	-0,3
Val-de-Marne	74 630	-0,7	-0,7	105 850	-0,2	-0,1
Val-d'Oise	71 140	-0,2	-0,4	101 710	0,3	0,6
Ile-de-France	**660 670**	**-0,7**	**-0,8**	**962 980**	**-0,1**	**0,1**
France métropolitaine	3 467 900	0,0	-0,3	5 486 400	0,4	0,5

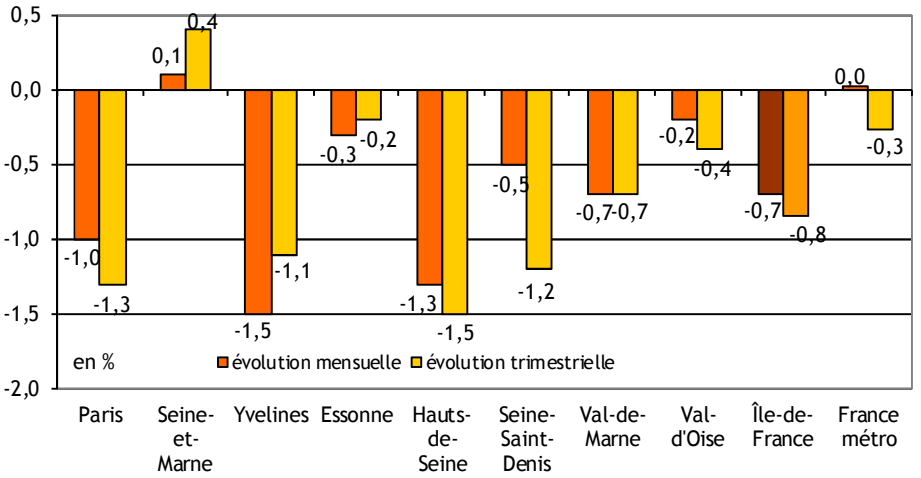
Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Hormis la Seine-et-Marne qui connaît une petite hausse (+ 0,4 % sur trois mois), l'ensemble des départements franciliens enregistrent des baisses en catégorie A, que ce soit sur un mois ou sur trois mois. Ainsi, entre octobre 2016 et janvier 2017, la diminution varie de -1,5 % dans les Hauts-de-Seine à -0,2 % dans le Val d'Oise .

Au final, en catégories A, B et C, sur trois mois, on observe notamment des hausses en Essonne, en Seine-et-Marne et dans le Val d'Oise, au contraire des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint Denis et de Paris qui voient leur nombre de demandeurs d'emploi reculer.

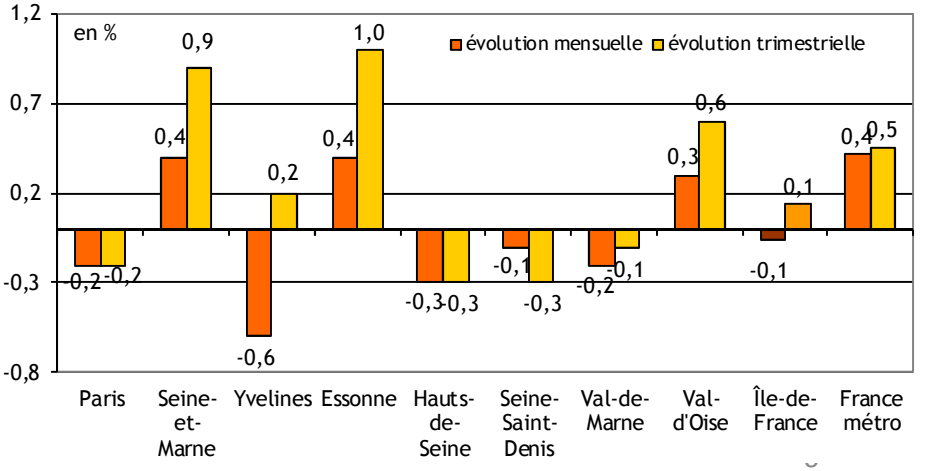
Sur un an, alors que l'ensemble des départements enregistrent des baisses en catégorie A, les évolutions en A, B et C ne sont pas homogènes. En effet, les départements de Paris (-0,7 %) et de petite couronne sont en net repli, avec notamment -1,8 % pour les Hauts-de-Seine et -0,9 % pour la Seine-Saint-Denis. Ceux de grande couronne sont plutôt en hausse, en particulier l'Essonne (+1,5 %), les Yvelines et la Seine-et-Marne (+1,3 %).

Evolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois par département (catégorie A, données CVS-CJO)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Evolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois par département (catégorie ABC, données CVS-CJO)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

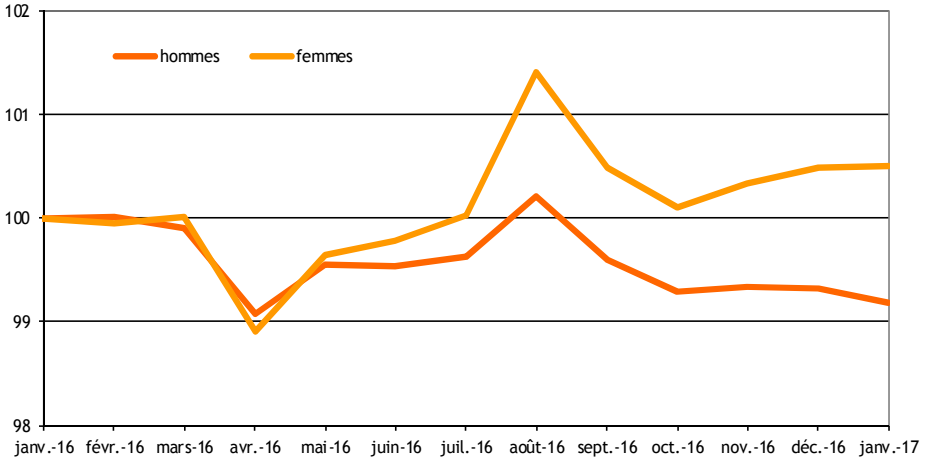
Les demandeurs d'emploi selon le sexe (catégorie ABC) à la fin du mois de janvier 2017

Sur les trois derniers mois, en catégorie ABC, la demande d'emploi est stable pour les hommes (-0,1 %) et a augmenté de +0,4 % pour les femmes. En France métropolitaine, la demande d'emploi évolue de manière sensiblement identique, avec 0,7 point d'écart (+0,1 % pour les hommes et +0,8 % pour les femmes).

Sur un an, la demande d'emploi des hommes a fortement diminué (-0,8 %) tandis que celle des femmes a progressé (+0,5 %). Ainsi, l'écart qui, s'est assez fortement creusé au cours du 2ème semestre 2016, atteint 1,3 point en janvier 2017.

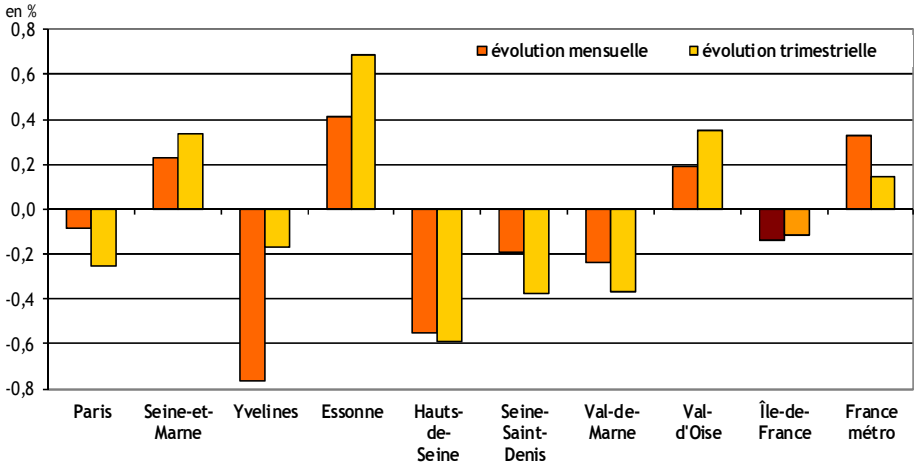
La différence d'évolution entre les hommes et les femmes n'est pas homogène suivant les départements : les écarts les plus importants sont observés en Essonne et dans les Hauts-de-Seine, au contraire de Paris et de la Seine-Saint-Denis ou l'écart est pratiquement nul.

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois, selon le sexe
(Catégorie ABC, données CVS-CJO – indice 100 janvier 2016)



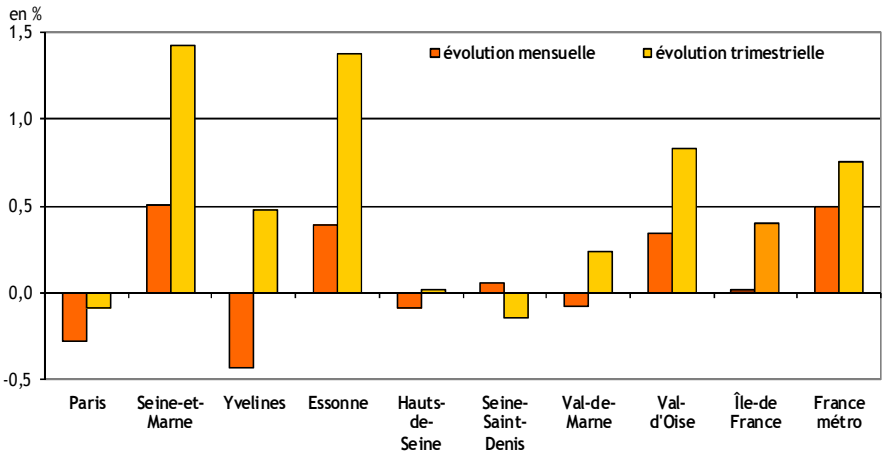
Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Evolution du nombre d'hommes inscrits en fin de mois par département (catégorie ABC, données CVS-CJO)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Evolution du nombre de femmes inscrites en fin de mois par département
(catégorie ABC, données CVS-CJO)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

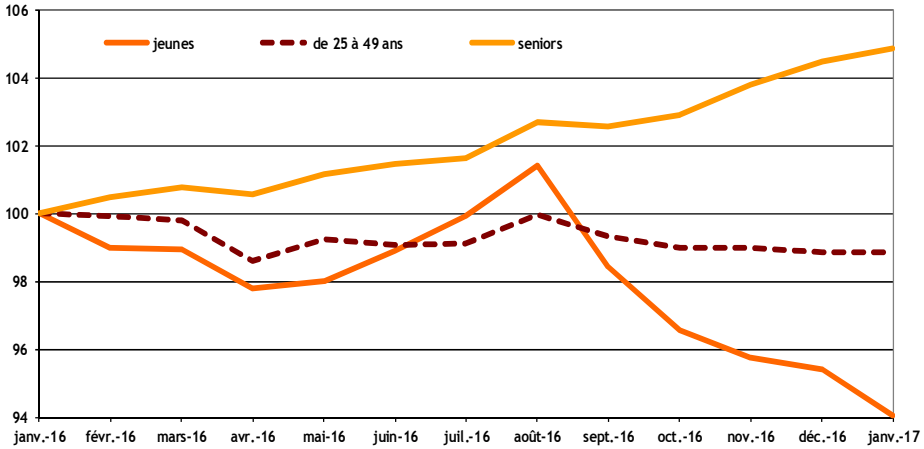
Les demandeurs d'emploi selon l'âge (catégorie ABC) à la fin du mois de janvier 2017

Les évolutions sont opposées selon les classes d'âge : une forte baisse pour les demandeurs d'emploi de moins de 25 ans, au contraire des demandeurs de 50 ans ou plus dont le nombre continue d'augmenter.

Le nombre de jeunes demandeurs d'emploi est en constante baisse depuis août 2016 (-7,9 %) et en particulier ces trois derniers mois : -2,6 % soit -2 500 demandeurs. L'ensemble des départements bénéficie de cette baisse, notamment les Hauts-de-Seine et les Yvelines, avec respectivement -4,1 % et -3,8%, alors que dans l'Essonne la baisse est limitée à -0,5 %.

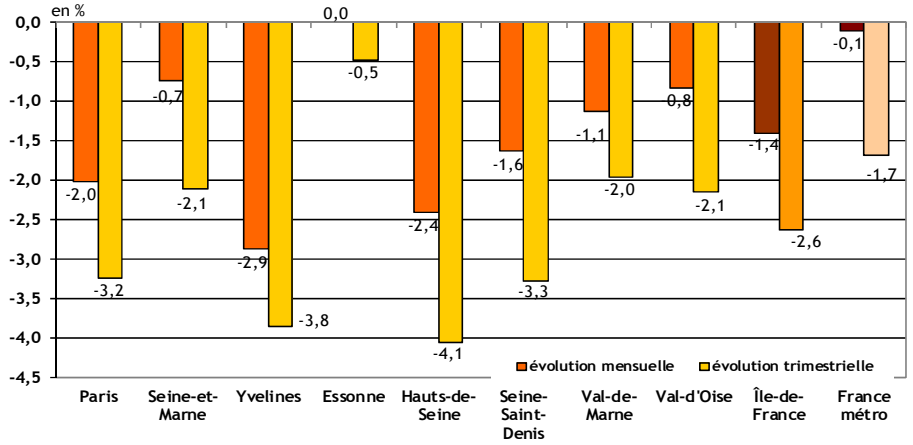
A l'opposé, la demande d'emploi des seniors poursuit sa progression dans la région comme au niveau national (+1,9 % en Île-de-France contre +2,2 % en France métropolitaine sur trois mois). L'Essonne, les Hauts-de-Seine et le Val-d'Oise sont particulièrement touchés. Sur un an, la hausse de la demande d'emploi des seniors est toujours élevée (+4,9 %).

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois, selon l'âge
(catégorie ABC, données CVS-CJO – indice 100 janvier 2016)



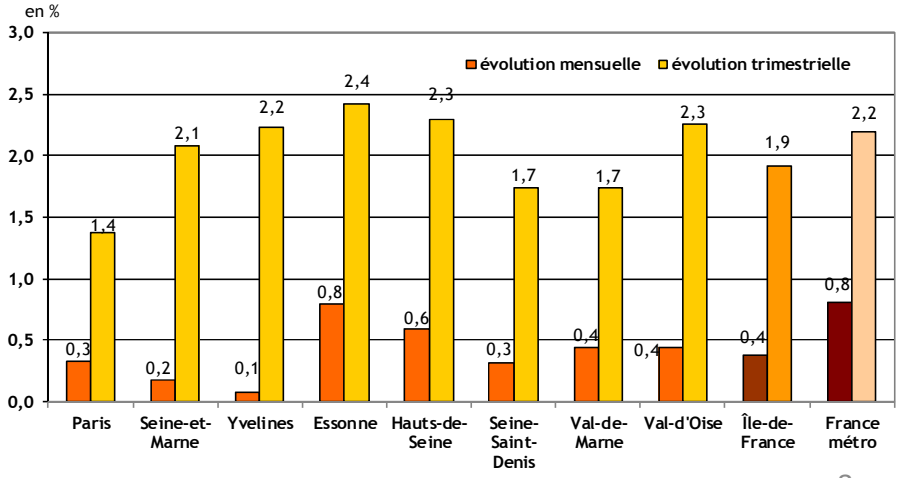
Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Evolution du nombre de jeunes inscrits en fin de mois par département (catégorie ABC, données CVS-CJO)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Evolution du nombre de séniors inscrits en fin de mois par département (catégorie ABC, données CVS-CJO)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Les demandeurs d'emploi par catégorie socioprofessionnelle* et par métier recherché à la fin du mois de janvier 2017

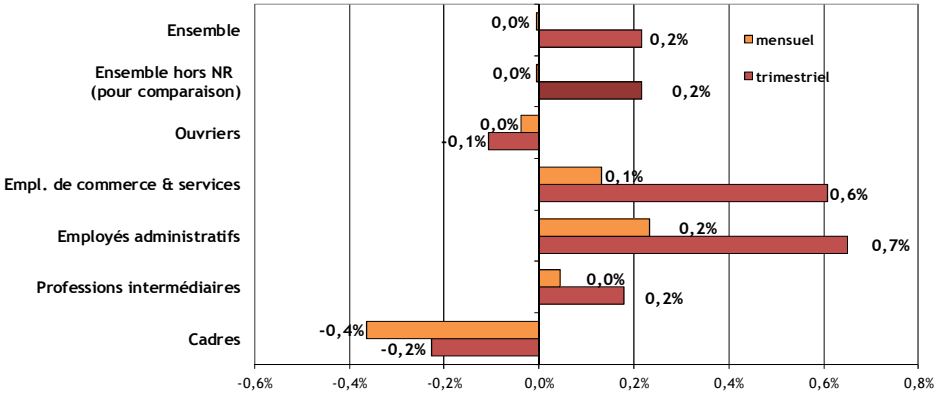
Avertissement : depuis mars 2016 le « nouveau parcours du demandeur d'emploi » est entré en vigueur en Île-de-France (généralisant notamment la dématérialisation de l'inscription à Pôle emploi). On déplore une perte de qualité dans l'information du métier recherché par le demandeur d'emploi. Ainsi, le nombre de « non renseignés » pour la catégorie socio-professionnelle passe d'environ 700 en février 2016 à plus de 5 200 en janvier 2017. Cela influe légèrement à la hausse sur l'évolution sur trois mois pour les différentes catégories professionnelles, le nombre de « non renseignés » passant de 6 000 à 5 200 entre octobre 2016 et janvier 2017.

Sur les trois derniers mois, le nombre de demandeurs d'emploi est en très légère baisse pour l'ensemble des catégories professionnelles des demandeurs d'emploi inscrits en catégorie A, B et C (-0,1%). Le nombre de demandeurs d'emploi augmente surtout pour les employés administratifs (+0,7 %) et de commerce et de services (+0,6 %), contrairement aux cadres (-0,2%).

Selon le domaine professionnel, on observe des évolutions différentes: une baisse sur trois mois dans les métiers de la banque et des assurances (malgré une forte hausse ce mois-ci) et dans le BTP (resp. -0,6 % et -0,4 %). A l'inverse, les métiers de la santé, action sociale et des services aux particuliers voient leur nombre de demandeurs d'emploi augmenter de respectivement +0,7 % et +0,4 % sur trois mois.

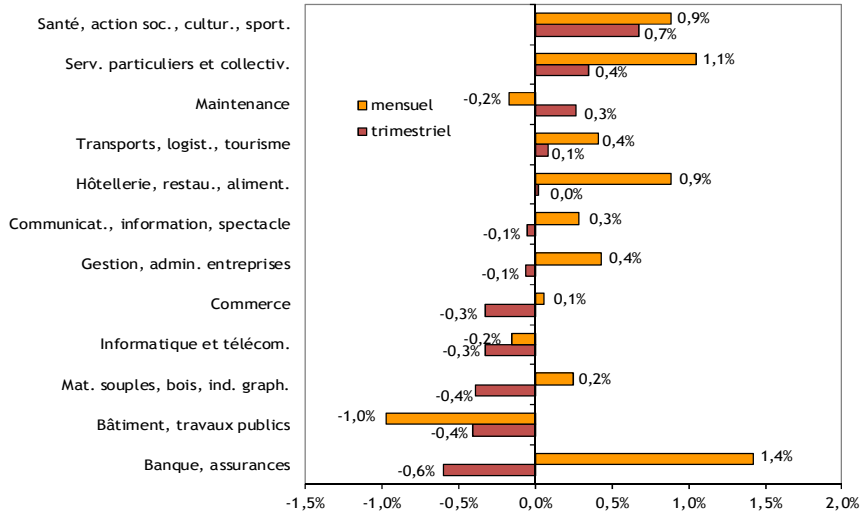
** La catégorie socioprofessionnelle du demandeur d'emploi est recalculée par le Sese de la Direccte d'Île-de-France à partir du métier recherché par le demandeur d'emploi.*

Evolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois, par catégorie professionnelle (catégorie ABC – données CVS-CJO)



Sources : Dares / Pôle emploi – calculs des CVS-CJO : Direccte / Sese

Evolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois, par principaux domaines professionnels (catégorie ABC – données CVS-CJO)



Sources : Dares / Pôle emploi – calculs des CVS-CJO : Direccte / Sese

Demande d'emploi de longue durée et droits au RSA à la fin du mois de janvier 2017

Part des demandeurs d'emploi (catégorie ABC) ayant des droits ouverts au RSA									
Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métro
13,0%	10,8%	11,6%	10,2%	11,9%	16,7%	12,6%	12,6%	12,8%	13,6%

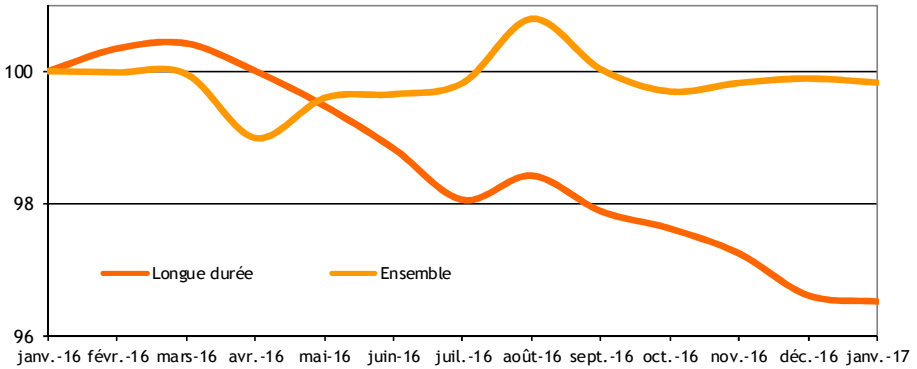
Sources : Pôle emploi-Dares, STMT, données brutes

Le nombre de demandeurs d'emploi de longue durée (inscrits depuis un an ou plus en catégorie A, B ou C) a baissé de -1,1 % sur trois mois, contre -0,6 % au niveau national, alors qu'il s'est stabilisé sur un mois (-0,1 %). Cette baisse est en grande partie liée au nombre de demandeurs d'emploi qui ont bénéficié de formations dans le cadre du plan « 500 000 demandeurs d'emploi en formation » depuis quelques mois : le changement de catégorie (vers la catégorie D) pendant la durée de formation a réinitialisé le compteur d'ancienneté des demandeurs d'emploi concernés.

La part de demandeurs ayant des droits ouverts au RSA dans la région est inférieure à celle du niveau national. La Seine-Saint-Denis possède une part largement supérieure aux autres départements, à l'opposé de la Seine-et-Marne et de l'Essonne.

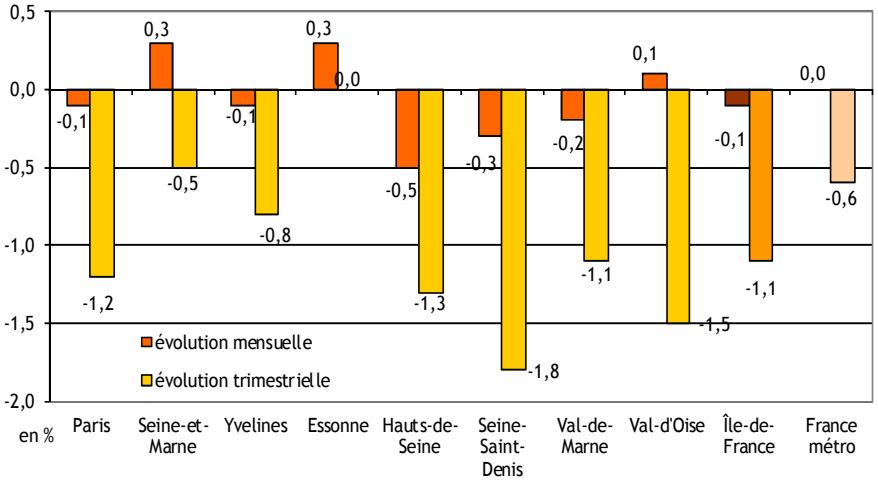
Depuis le 1er janvier 2016, la prime d'activité a remplacé le RSA activité. Ceci a un impact massif sur les séries de demandeurs d'emploi au RSA : on ne compte quasiment plus de demandeurs d'emploi au RSA « socle et activité » ou « activité seule », tandis que le nombre de demandeurs d'emploi au RSA « socle seul » enregistre une forte hausse, sans doute liée au fait que les demandeurs d'emploi au RSA « socle et activité » basculent sur le RSA « socle seul ». Les données du nombre de demandeurs d'emploi en RSA ne sont donc plus comparables avec celles des mois précédents.

Evolution du nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois inscrits depuis plus d'un an (catégorie ABC, données CVS-CJO – indice 100 janvier 2016)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Evolution du nombre d'inscrits depuis plus d'un an par département (catégorie ABC, données CVS-CJO)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Les entrées et les sorties de Pôle emploi à la fin du mois de janvier 2017

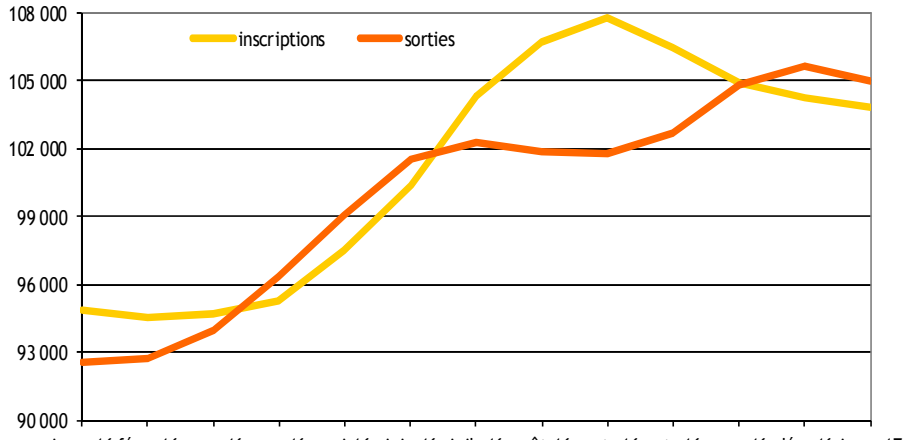
Depuis fin 2015, des modifications sont apportées aux modalités d'inscription des demandeurs d'emploi à Pôle emploi (refonte des motifs d'entrée sur les listes, généralisation de la dématérialisation de l'inscription à Pôle emploi), permettant notamment de mieux retracer les motifs d'inscription. Sans effet sur le total des entrées en catégories A, B, C, elles ont cependant un impact sur la répartition par motif des entrées.

Les évolutions mensuelles de sorties de catégories A, B, C pour défaut d'actualisation sont heurtées depuis plusieurs mois, ce qui affecte, à la hausse ou à la baisse selon les mois, le nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B, C. Ceci pourrait s'expliquer, au moins en partie, par une sensibilité des comportements d'actualisation au nombre de jours ouvrés dans la période d'actualisation suite au changement du calendrier d'actualisation en janvier 2016. Il convient donc de privilégier les évolutions en tendance plutôt qu'au mois le mois.

Sur trois mois glissant, le nombre de sorties est en hausse. En janvier 2017, le nombre de sorties de catégories A, B et C pour défaut d'actualisation est à un niveau habituel. Le motif de défaut d'actualisation représentant 41 % du total des sorties, cela limite l'interprétation de l'évolution des sorties par motif. On peut cependant observer que les entrées en stage augmentent ce mois-ci, mais à un rythme moins soutenu que les mois précédents : une moyenne de plus de 12 500 sorties pour ce motif, sur les 3 derniers mois.

A l'opposé, sur trois mois glissant, le nombre d'entrées enregistre une baisse (-1,2 %), mais reste en hausse sur un an (+9,1 %). On assiste à un ralentissement du rythme de hausse des entrées pour motif de « reprise d'activité » qui avaient fortement augmenté les mois précédents et qui correspondaient a des réinscriptions des demandeurs d'emploi ayant bénéficié de stages de formation et à des retours sur le marché du travail.

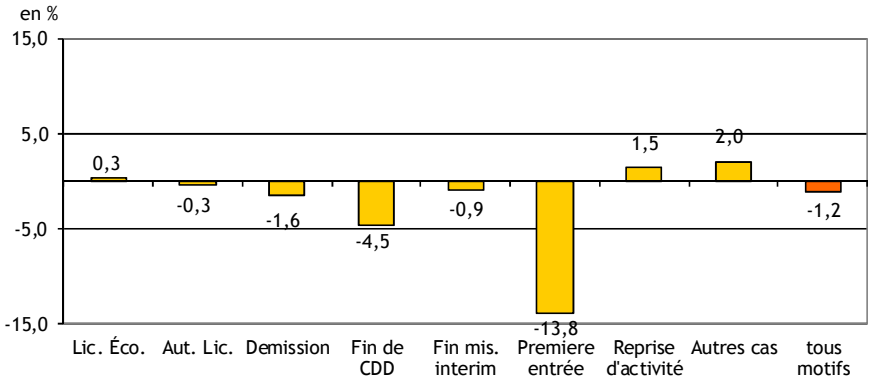
Evolution des entrées et des sorties de Pôle emploi en Île-de-France, au cours des douze derniers mois (données CVS-CJO, moyenne trimestrielle)



Avertissement : Divers évènements de nature administrative rendent difficile l'interprétation des évolutions des entrées et des sorties

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Evolution trimestrielle des entrées à Pôle emploi en Île-de-France, par principaux motifs (données CVS-CJO moyenne trimestrielle)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Le taux de chômage au 3ème trimestre 2016

Au troisième trimestre 2016, le taux de chômage francilien s'est établi à 8,6 % de la population active (valeur moyenne sur l'ensemble du trimestre, données CVS) selon les estimations de l'Insee, en hausse de 0,1 point par rapport au deuxième trimestre. Le taux de chômage en France métropolitaine a lui aussi augmenté, atteignant 9,7 % au 3ème trimestre 2016.

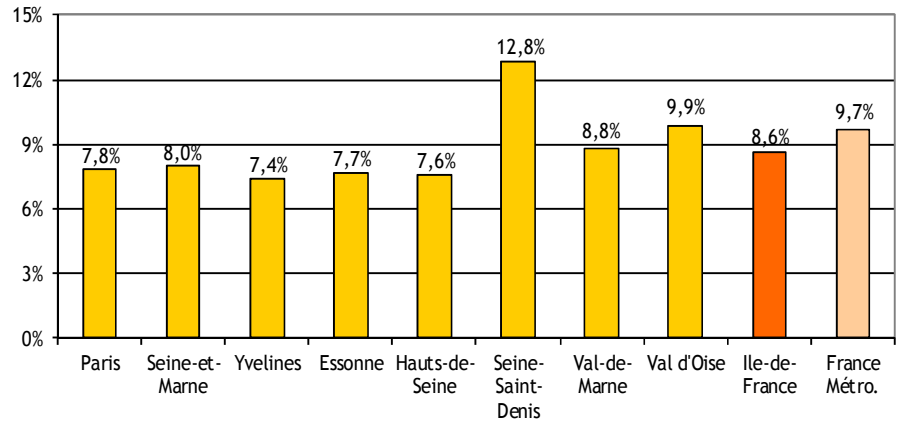
Sur un an, le taux de chômage a baissé de 0,4 point en Île-de-France ainsi qu'en France métropolitaine.

Le taux de chômage francilien reste cependant supérieur de 2,3 points à sa valeur d'avant la crise (6,3% au premier trimestre 2008). Il en est de même en France métropolitaine avec 2,9 points de plus qu'au 1er trimestre 2008. Après une période de stabilité autour de 9% depuis 2013, l'amorce du mouvement de baisse semble lente.

La Seine-Saint-Denis, dont le taux est structurellement le plus élevé de la région avec 12,8%, a vu son taux de chômage augmenter de 0,2 point par rapport au trimestre précédent et reculer de 0,5 point sur un an.

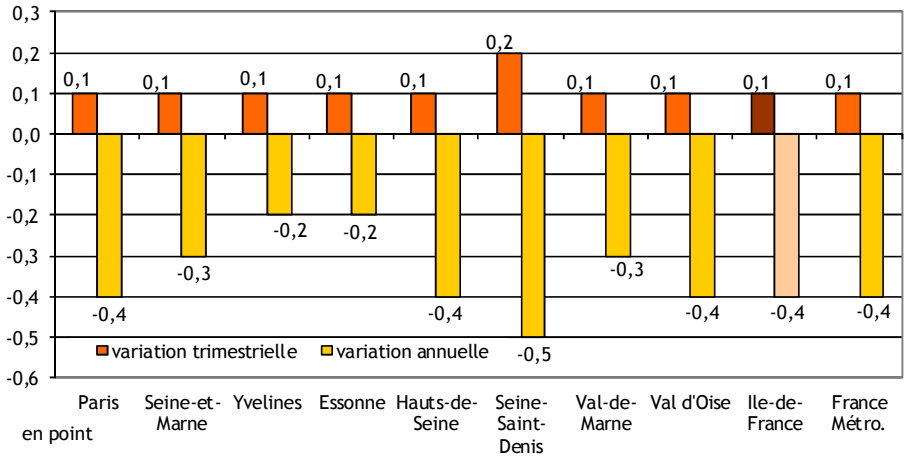
Il a au contraire très peu baissé sur un an dans les Yvelines et dans l'Essonne. Avec Paris, les Hauts-de-Seine et la Seine-et-Marne, ces cinq départements ont aujourd'hui des taux de chômage inférieurs à 8%.

Taux de chômage localisé au 3ème trimestre 2016 (données CVS)



Source : Insee

Evolution du taux de chômage localisé au 3ème trimestre 2016 (données CVS)

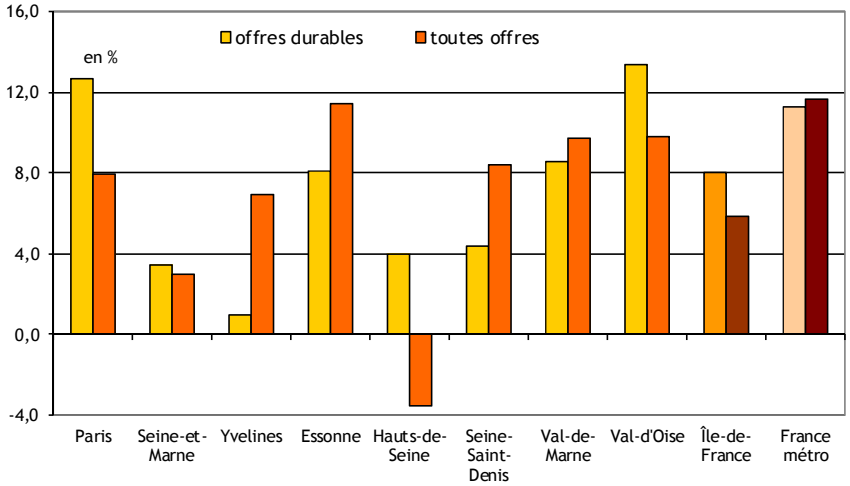


Source : Insee

Les offres d'emploi confiées à Pôle emploi à fin janvier 2017

En janvier 2017, 50 700 offres d'emploi ont été collectées par Pôle emploi en Île-de-France (données CVS-CJO) dont 32 600 concernent des emplois durables (CDI ou CDD de plus de six mois).

Évolution du nombre d'offres d'emploi enregistrées au cours des 3 derniers mois, par rapport aux 3 mois précédents (données CVS-CJO)

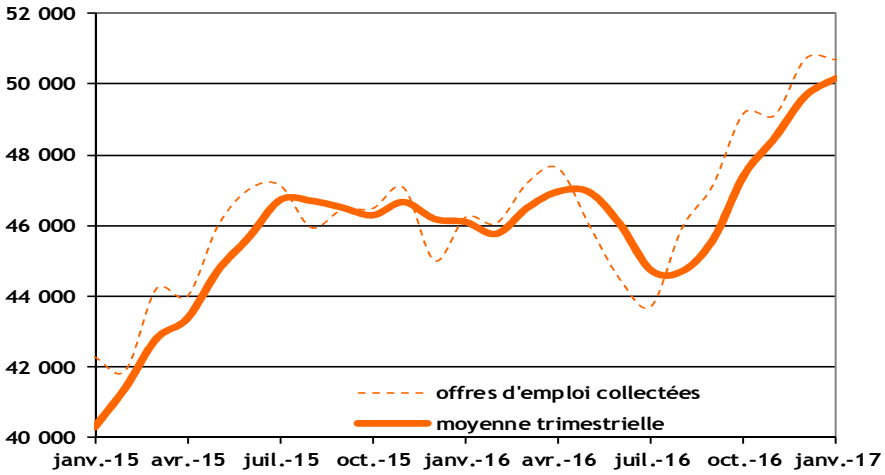


Sources : Dares / Pôle emploi – calculs des CVS-CJO : Direccte / Sese

Sur trois mois glissants, le nombre d'offres d'emploi collectées dans la région est en hausse (+5,8 %), avec notamment la progression des offres durables (+8,0 %). En France métropolitaine, le total des offres augmente plus rapidement qu'en Île-de-France (+11,7 %), tout comme les offres durables (+11,3 %).

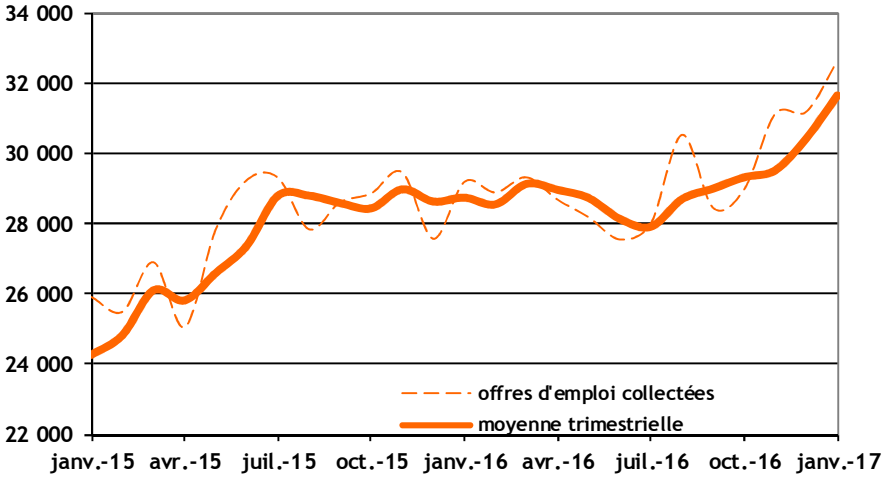
Sur un an, en moyenne trimestrielle, les offres enregistrées dans la région sont également en progression (+8,8 %), ainsi que les offres durables (+10,1 %).

Évolution du nombre total d'offres d'emploi confiées à Pôle emploi depuis janvier 2015 (données CVS-CJO)



Sources : Dares / Pôle emploi – calculs des CVS-CJO : Direccte / Sese

Évolution du nombre total d'offres d'emploi durables confiées à Pôle emploi depuis janvier 2015 (données CVS-CJO)



Sources : Dares / Pôle emploi – calculs des CVS-CJO : Direccte / Sese

Les déclarations préalables à l'embauche (DPAE) au troisième trimestre 2016

Près de 1 900 000 déclarations préalables à l'embauche (DPAE) tous contrats (hors contrats intérimaires) ont été conclues au troisième trimestre 2016 en Île-de-France, dont 400 000 DPAE en CDD de plus de 6 mois et CDI.

Le nombre de DPAE au troisième trimestre 2016 (par rapport au troisième trimestre 2015) a augmenté tous contrats confondus en Île-de-France (+3,9 %) et pour les contrats durables (CDI et CDD de plus de six mois, +6,5 %).

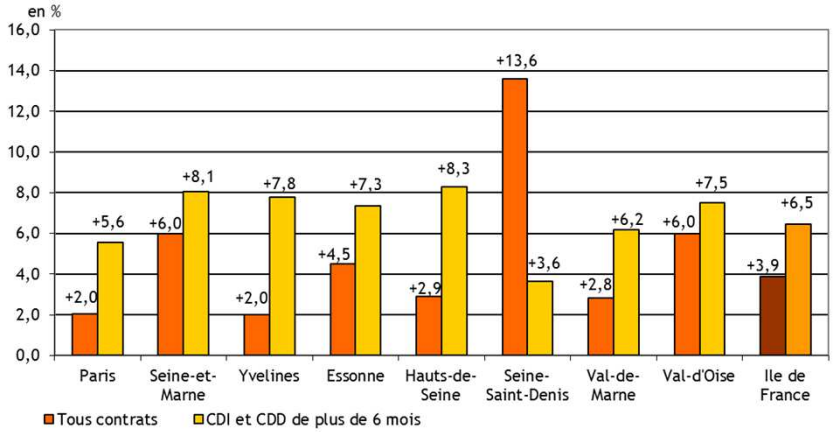
Tous contrats confondus, la Seine-Saint-Denis a connu une hausse annuelle très importante (+13,6 %). En revanche, cette évolution est plus faible pour Paris et les Yvelines (+2,0 %).

Pour les embauches en CDI et CDD de plus de six mois, la Seine-et-Marne et les Hauts-de-Seine progressent le plus fortement (plus de +8 %). La Seine-Saint-Denis connaît paradoxalement une faible croissance du nombre de déclarations pour des contrats durables (+ 3,6 %).

L'industrie automobile a enregistré une très forte augmentation des déclarations d'embauche en contrats durables (+35,9 % par rapport au T3 2015).

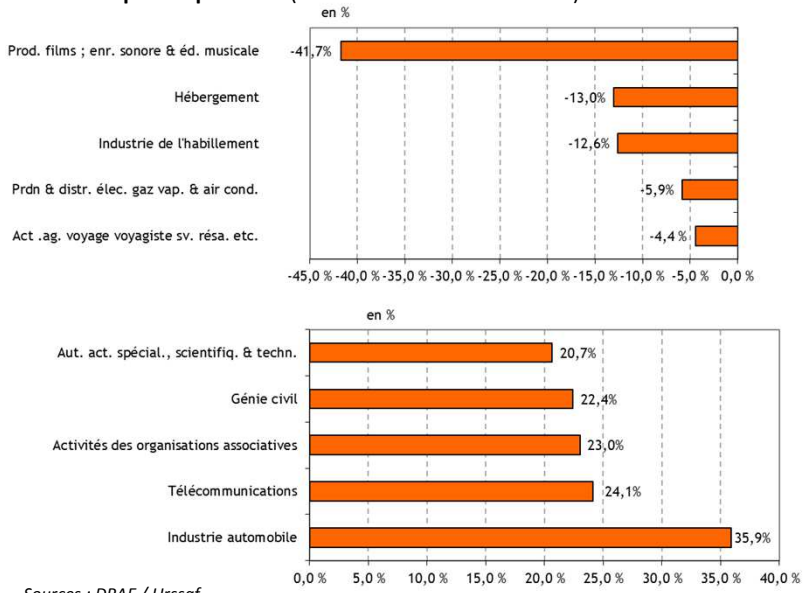
A contrario, la production de films cinématographiques, vidéos et émissions de télévision / enregistrement sonore et édition musicale a de nouveau observé la baisse la plus importante de ses déclarations d'embauche sur contrats durables sur un an (-41,7 %).

Évolution des déclarations préalable à l'embauche par département (3e trim. 2016 – 3e trim. 2015)



Source : DPAE / Urssaf

Les cinq secteurs d'activités à l'augmentation et à la baisse des DPAE des contrats durables la plus importante (3e trim. 2016 – 3e trim. 2015)



Sources : DPAE / Urssaf

L'intérim à fin novembre 2016

Près de 295 000 contrats d'intérim ont été signés au mois de novembre 2016 en Île-de-France (données corrigées des variations saisonnières, CVS), ce qui représente, en moyenne journalière, 103 300 emplois en équivalent temps plein (EETP, données CVS).

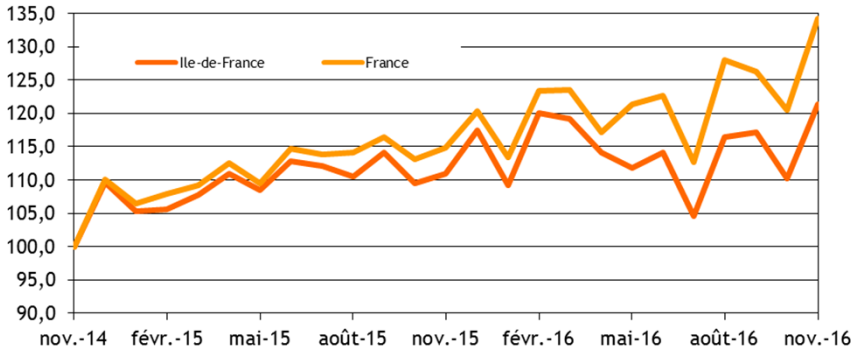
Le nombre de contrats signés et le nombre d'intérimaires en EETP ont augmenté ce mois-ci. En moyenne sur les trois derniers mois, le nombre d'intérimaires est également en hausse : +4,0 % par rapport aux trois mois précédents (données CVS).

L'utilisation de l'intérim dans l'industrie est en nette progression : +7,0 % pour le nombre d'EETP sur trois mois glissants. Cela s'explique par la forte hausse dans la fabrication de matériel de transport (+21,0 %) et, dans une moindre mesure, dans la métallurgie (+5,9 %). A contrario, les industries agro-alimentaires sont en repli (-1,9%).

L'activité intérimaire dans la construction poursuit sa hausse après un troisième trimestre assez stable (+2,4 % ces trois derniers mois par rapport aux trois précédents).

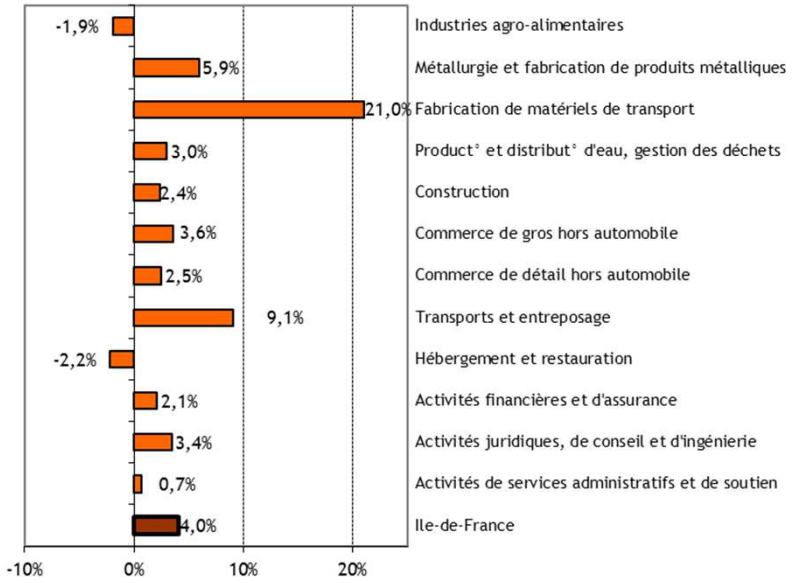
L'intérim dans le tertiaire augmente également (+4,3 %), avec des évolutions différentes selon les secteurs d'activité : des hausses dans le transport/entreposage, le commerce de gros et les activités juridiques, de conseil et d'ingénierie (resp. +9,1 %, +3,6 % et +3,4 %) et une baisse dans le secteur de l'hébergement - restauration (-2,2 %).

Évolution du nombre moyen d'intérimaires en EETP (données CVS-CJO – base 100 à fin novembre 2014)



Sources : Pôle emploi – calculs des CVS-CJO : Direccte / Sese

Évolution trimestrielle du nombre moyen d'intérimaires en EETP par principaux secteurs d'activité (données CVS)



Sources : Pôle emploi – calculs des CVS-CJO : Direccte / Sese

L'emploi salarié au 3ème trimestre 2016

Au troisième trimestre 2016, l'emploi salarié marchand francilien progresse de 0,5 % (soit +19 300 emplois) selon les estimations provisoires de l'Insee (données CVS). En France métropolitaine, l'emploi salarié marchand augmente de 0,3 % (+51 100 emplois).

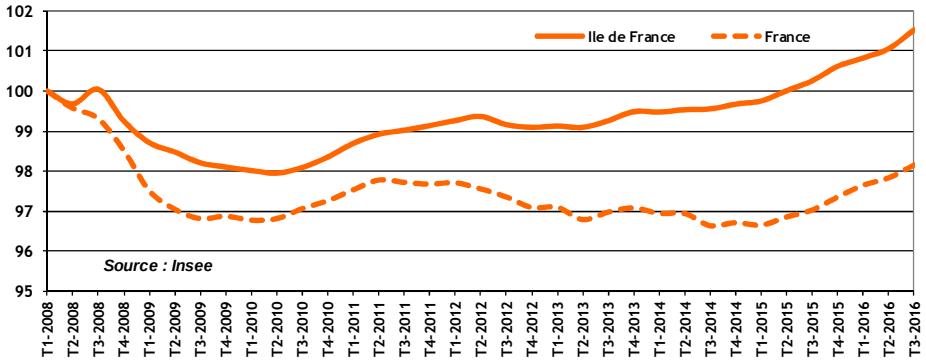
Sur un an, l'emploi salarié marchand francilien est en nette augmentation de 1,3 % (soit +52 200 emplois). Il confirme ainsi la tendance à la hausse, ayant notamment dépassé son niveau d'avant-crise au cours de l'année 2015.

Au troisième trimestre 2016 les départements qui ont vu l'emploi salarié marchand progresser le plus fortement (l'Essonne, les Yvelines et le Val-de-Marne) ne sont pas les mêmes qu'au trimestre précédent; de leur côté, Paris, la Seine-et-Marne et le Val-d'Oise ont les évolutions les plus faibles.

Sur un an, l'emploi salarié marchand a surtout progressé en Essonne, dans les Hauts-de Seine et à Paris et en Seine-et-Marne tandis que les Yvelines et la Seine-Saint-Denis affichent des augmentations modérées. L'emploi n'a quasiment pas augmenté dans le Val-de-Marne.

Ce sont Paris et les Hauts-de-Seine qui contribuent en nombre à l'augmentation de l'emploi salarié avec 30 300 emplois en plus depuis le troisième trimestre 2015 sur les 52 200 emplois supplémentaires enregistrés dans la région depuis un an.

Évolution de l'emploi salarié dans les secteurs marchands depuis le 1e trimestre 2008 (données CVS)



Evolution de l'emploi salarié dans les activités marchandes par département (données CVS)	Nombre d'emplois au 3ème trimestre 2016	Evolution trimestrielle (par rapport au 2ème trimestre 2016)		Evolution annuelle (par rapport au 3ème trimestre 2015)	
		Niveau	%	Niveau	%
Paris	1 310 124	4 506	0,3	18 719	1,4
Seine-et-Marne	310 057	810	0,3	4 136	1,4
Yvelines	368 038	2 835	0,8	3 572	1,0
Essonne	306 311	1 743	0,6	5 806	1,9
Hauts-de-Seine	827 082	4 165	0,5	11 548	1,4
Seine-Saint-Denis	405 155	2 017	0,5	4 599	1,1
Val-de-Marne	359 043	2 164	0,6	309	0,1
Val-d'Oise	267 167	1 018	0,4	3 475	1,3
Ile-de-France	**4 152 976**	**19 259**	**0,5**	**52 165**	**1,3**
France métropolitaine	**15 653 200**	**51 100**	**0,3**	**179 600**	**1,2**

Champ : ensemble des secteurs hors agriculture, administration, éducation, santé et action sociale, activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique.

Sources : Insee

L'emploi salarié au 3ème trimestre 2016

Au troisième trimestre 2016, l'emploi reste à peu près stable dans l'industrie (240 emplois, soit 0,1 %) et progresse modérément dans la construction (+1 400 emplois, 0,5 %) et le commerce (0,6 %, 3 900 emplois). L'emploi dans les services marchands (+0,5 %, +13 700 emplois) a continué d'augmenter.

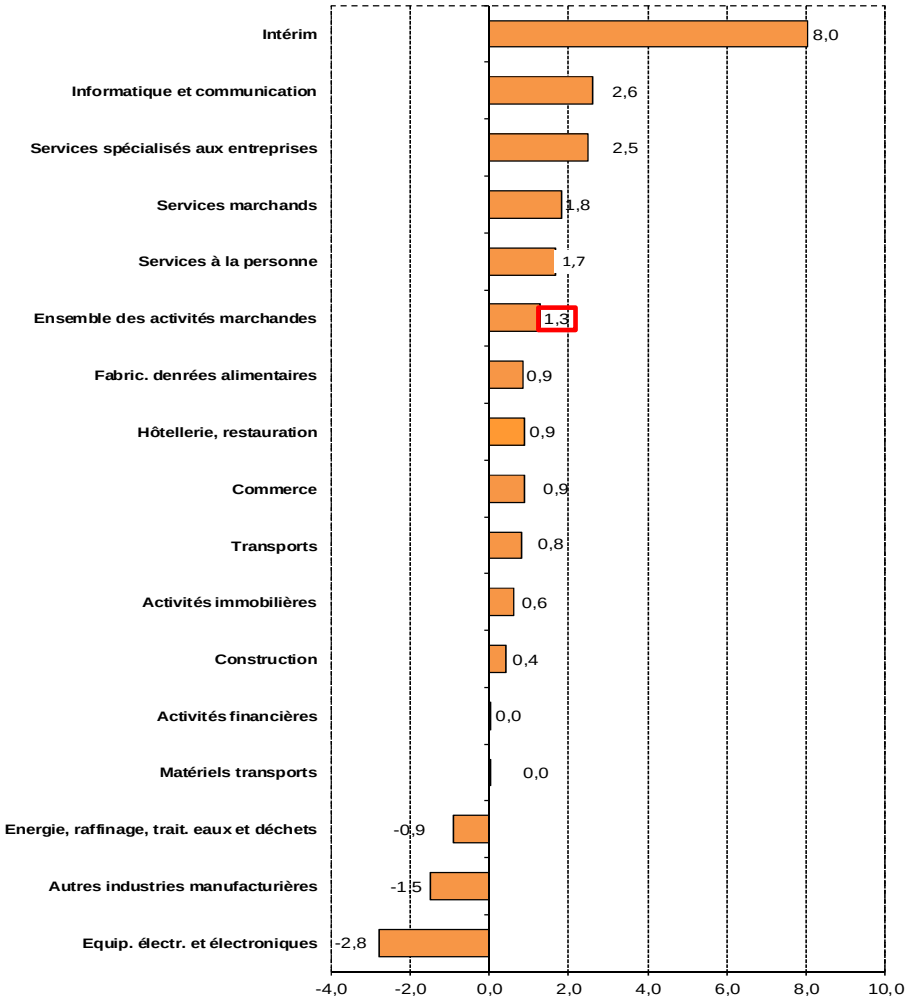
Par rapport à l'année précédente, le nombre d'emplois a reculé de 1,1 % dans l'industrie et augmenté de 0,4 % dans la construction. Au sein de l'industrie, tous les secteurs d'activités sauf celui des denrées alimentaires, et particulièrement la fabrication d'équipements électriques et électroniques, perdent un nombre important d'emplois.

L'emploi salarié dans le commerce connaît une hausse annuelle de 0,9 % (+6 100 emplois), légèrement ralentie par rapport aux évolutions positives des précédents trimestres.

Les services marchands restent les principaux moteurs de la hausse, avec une augmentation de +1,8 % (+49 000 emplois) sur un an. Le nombre d'emplois dans l'intérim augmente ce trimestre (+5,4%) mais semble soumis à des évolutions erratiques. Sur un an, l'intérim a tout de même connu une augmentation importante de 8,0 %.

Tous les autres secteurs d'activités des services marchands ont quant à eux enregistré des hausses plus ou moins fortes. Sur un an, le secteur informatique et communication (+2,6 %, soit +9 900 emplois) et celui des services spécialisés aux entreprises (+2,5 %, soit +22 700 emplois) ont connu la plus forte croissance hors celui de l'intérim.

Évolution annuelle en % de l'emploi salarié en Île-de-France entre le 3ème trimestre 2015 et le 3ème trimestre 2016, dans les principaux secteurs d'activité marchands
(données CVS)



Champ : ensemble des secteurs hors agriculture, administration, éducation, santé et action sociale, activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique.

Source : Insee

L'activité partielle en janvier 2017

Répartition par territoire gestionnaire	Ile-de-France	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise
Autorisations en janvier	84	14	10	18	9	5	18	4	6
cumul 2017	84	14	10	18	9	5	18	4	6
cumul **2016** (janvier)	127	25	16	28	14	9	6	14	15
Heures associées en janvier	550 495	22 527	46 246	121427	189 498	57 154	68 085	13 753	31805
cumul 2017	550 495	22 527	46 246	121427	189 498	57 154	68 085	13 753	31805
cumul **2016** (janvier)	1079 565	58 940	72 218	495 012	109 426	112 865	14 012	107 961	109 131
Evolution	-49,0%	-61,8%	-36,0%	-75,5%	73,2%	-49,4%	385,9%	-87,3%	-70,9%

En janvier dernier, 84 décisions d'activité partielle ont été notifiées par les services de la Direccte.

Elles correspondent à 550 495 heures de travail autorisées à être chômées en Ile-de-France. Ce volume est inférieur à la moyenne des 12 derniers mois.

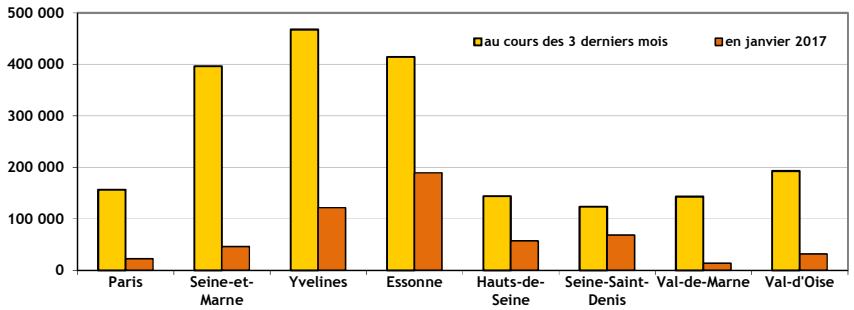
En janvier dernier, une autorisation importante portait sur 130 200 heures d'activité partielle, au bénéfice d'un établissement de construction de routes et d'autoroutes.

Les départements de l'Essonne et des Yvelines cumulent plus de la moitié des heures d'activité partielle demandées ce mois dans la région.

Les départements de la Seine-Saint-Denis et des Hauts-de-Seine concentrent respectivement 12 % et 10 % des heures autorisées en janvier dernier.

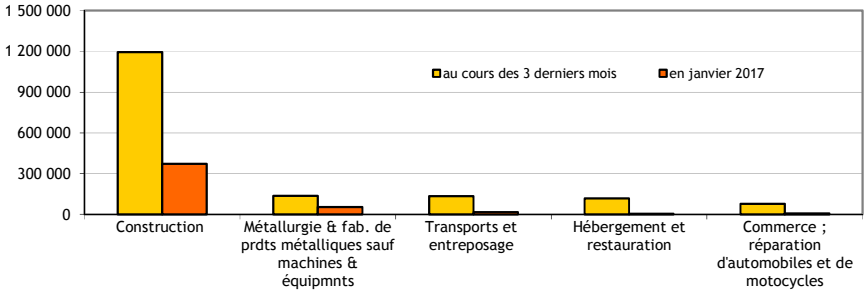
Le secteur de la construction a demandé à lui seul 371 500 heures, soit plus des deux tiers du total régional tous secteurs confondus.

Heures autorisées par département



Source : Direccte UD - Traitement : Direccte / Sese

Secteurs d'activité qui concentrent le plus d'heures autorisées



Source : Direccte UD - Traitement : Direccte / Sese

(*) Les décisions étudiées dans cette synthèse ne concernent que l'activité partielle pour le motif de recours « Conjoncture économique ».

Les plans de sauvegarde de l'emploi en janvier 2017

Répartition par territoire impacté	Ile-de-France	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Autres départements
PSE en janvier	34	9	2	2		14		2	2	3
Cumul 2017	34	9	2	2		14		2	2	3
Cumul 2016 (janvier à janvier)	27	5	2	2	1	10	3	1	3	0
Salariés concernés	1 165	471	79	244	16	283	10	4	58	/
Cumul 2017	1 165	471	79	244	16	283	10	4	58	/
Cumul 2016 (janvier à janvier)	1 607	720	21	197	20	549	82	0	18	/
Evolution	-28%	-35%	276%	24%	-20%	-48%	-88%	/	222%	/

En janvier 2017, les services de la Direccte ont été informés de l'initiation de 34 plans de sauvegarde de l'emploi (PSE). Il y a eu 1 165 postes menacés dans le cadre de PSE ce mois, ce qui est sensiblement inférieur à la moyenne des 12 derniers mois.

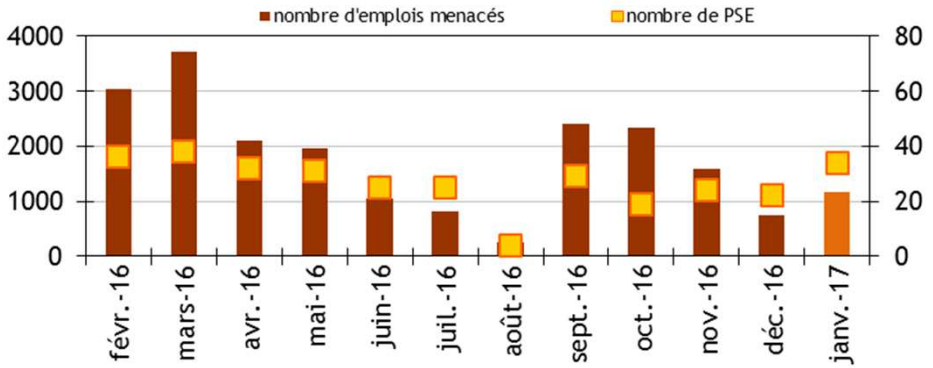
C'est le troisième mois consécutif durant lequel le nombre de postes menacés par des PSE apparaît relativement limité.

Aucun département n'est vraiment durement affecté ce mois. Les départements les plus touchés en proportion de leur emploi local sont les Yvelines, les Hauts-de-Seine et Paris. Les autres départements recensent un nombre d'emplois menacés très limité.

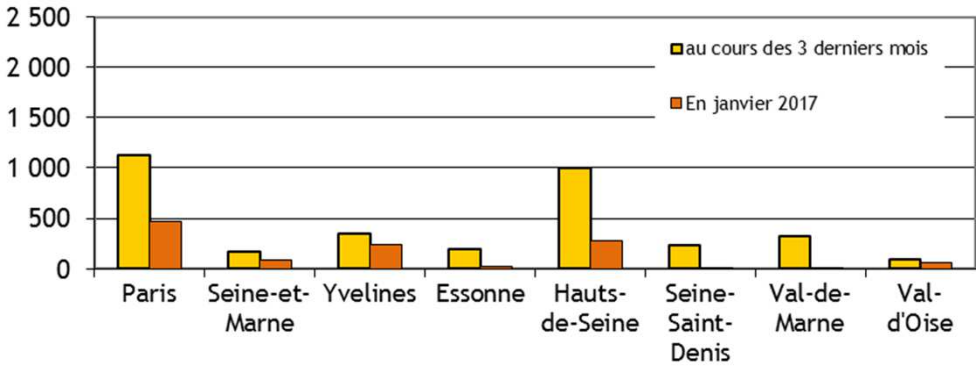
Par rapport à son emploi local, c'est la fabrication d'équipement de communication qui est le secteur le plus concerné, à la suite d'un PSE parisien menaçant 155 emplois.

Toutefois, c'est le secteur des transports et de l'entreposage qui menace le plus grand nombre d'emplois en chiffres bruts. Les salariés subissent notamment la liquidation judiciaire d'une entreprise employant 244 personnes.

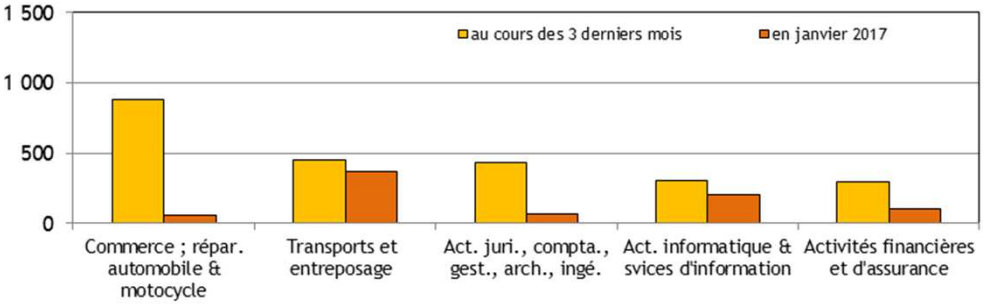
Emplois menacés et procédures au cours des 12 derniers mois



Emplois menacés par département



Secteurs d'activité qui concentrent le plus d'emplois menacés



Source : SI-Homologation - Traitement : Direccte / Sese

Directrice de publication : Corinne Cherubini
Etude et réalisation : Service Etudes Statistiques Evaluation – idf.statistiques@direccte.gouv.fr
Conception graphique : Emmanuelle Seguin
Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi d'Ile-de-France
19, rue Madeleine Vionnet – 93300 Aubervilliers
Tel. 01 70 96 13 00

Toutes les publications de la Direccte Ile-de-France sont téléchargeables sur www.idf.direccte.gouv.fr